



# Atelier de Validation de la mise à jour de l'EDIC du Mali

Principales recommandations

M. Célestin MAIGA, Consultant National, et M. Jean ACRI, Consultant International  
Mme. Zeinabou KEITA, Consultante nationale, et M. Patrick PLANE, Consultant International  
M. BOUKENEM et M. DIAKITE, Consultants nationaux, et Mlle. Pramila CRIVELLI, CNUCED

3 Avril 2015  
Bamako, Mali

# **Amélioration du cadre réglementaire et institutionnel d'appui au développement du commerce et de l'investissement**



NATIONS UNIES  
CNUCED

## Cadre réglementaire et institutionnel

**S'agissant de l'environnement institutionnel**, les participants ont noté quelques-unes des principales contraintes telles que traduites par le Doing business. Ils ont évoqué:

- Réduire le nombre de jours sous-tendant la création de l'entreprise et le coût de transport transfrontalier
- Promouvoir la redevabilité des agences de promotion de l'investissement ou de l'exportation, à savoir l'API ou l'APEX.

# Cadre réglementaire et institutionnel

- Développer la mutualisation des missions des agences
- Promouvoir une culture de résultats au niveau de la Chambre du commerce
- Mobiliser des financements privés liés aux activités propres des institutions consulaires.
- Renforcer l'autonomie de la Chambre du commerce envers les pouvoirs publics.
- Promouvoir le partenariat public-privé sur une base de confiance mutuelle et d'efficacité.
- Renforcer les moyens financiers et humain du système judiciaire en vue d'une plus grande efficacité dans le traitement des contentieux.
- Améliorer le fonctionnement du système non juridictionnel auquel sont associées les procédures de conciliation, médiation et arbitrage.

# Cadre réglementaire et institutionnel

- Accroître la mobilisation des ressources productives en apportant une attention particulière à la compétitivité des entreprises.
- Améliorer la productivité du facteur travail par le développement de la formation technique et professionnelle.
- Engager des réformes institutionnelles, notamment par l'amélioration du système d'information (effectivité des garanties bancaires, changements de mentalité)



## Cadre réglementaire et institutionnel

- Améliorer la disponibilité et la qualité de la distribution de l'électricité (interconnexion, énergie renouvelable) et promouvoir les conditions de baisse des prix
- Promouvoir l'investissement dans le domaine des infrastructures et améliorer la qualité de leur utilisation (réduction des tracasseries administratives, coupures intempestives de routes)

# FACILITATION DES ECHANGES, TRANSPORTS ET POLITIQUE COMMERCIALE

- Renforcer la coordination des différentes institutions pour que la voix du Mali soit mieux entendue dans les relations internationales ;
- Rationaliser/Simplifier/Harmoniser les procédures et documents du commerce extérieur du Mali (import/export et transit);
- Mettre fin aux tracasseries et aux contrôles illicites en route
- Professionnaliser progressivement les opérateurs de la chaîne logistique (conditions d'accès : formation, honorabilité et capacité financière);
- Ajuster les systèmes douaniers (informatisation, révision du code des douanes, simplifications et harmonisation des procédures et des documents);

# FACILITATION DES ECHANGES, TRANSPORTS ET POLITIQUE COMMERCIALE

- Rationaliser la gestion du TRIE ( établir un vrai système de caution, activer la reconnaissance mutuelle, réduire les coûts de la caution et prévoir un mécanisme de restitution ) ;
- Renforcer et assurer une meilleure implication du secteur privé dans les différents aspects de la politique commerciale;
- Renforcer la synergie régionale et définir des critères de convergences.

# Agriculture

- Assurer la cohérence de l'EDIC et de la Politique de Développement Agricole (PDA)
- Intégrer la démarche de développement des agropoles dans le cadre réglementaire et institutionnel.
- Etudier les problèmes de réexportation et adopter des mesures de protection telles que les indications géographiques / appellation d'origine

# Agriculture

- Etre plus volontariste dans l'implication du secteur privé et des interprofessions
- Faciliter l'accessibilité des entreprises de transformation agroalimentaires à l'enregistrement « Autorisation de mise sur le marché »
- Tenir compte dans les politiques de promotion de la riziculture de tous les aménagements existants
- Discuter le potentiel des filières de diversification manioc et éventuellement fonio et la tomate
- Mettre l'accent sur la production énergétique afin de faciliter l'installation des industries agricoles

# Pêche

- Mieux organiser l'accès aux crédits aux professionnels de la pêche afin de promouvoir le secteur de la pêche
- Renforcer la capacité institutionnelle des coopératives et associations d'une part et d'autre part inciter l'émergence d'une interprofessions
- Promouvoir l'investissement privé dans le secteur piscicole

*NB. Recommandations essentiellement basées sur la présentation du consultant national*

# Pêche

- Renforcer la capacité des centres de formation en pisciculture
- Renforcer les programmes en cours visant la promotion de l'emploi des jeunes dans le secteur piscicole et les capacités techniques des acteurs
- Réaliser des études statistiques et socio-économiques des différents acteurs intervenant dans la filière de la pêche
- Promouvoir la labellisation et améliorer les techniques de conditionnement des produits agricoles

*NB. Recommandations essentiellement basées sur la présentation du consultant national*

**Merci pour votre attention!**

